

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

# **Crise politique au Niger : le secrétaire général de l'&#8217;OIF exprime sa « très forte inquiétude »**

- Monde -  
Date de mise en ligne : lundi 6 juillet 2009

---

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

---

**Ouestafnews - Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, a fait part de sa « très forte inquiétude » à propos de la situation politique au Niger, et appelé les dirigeants de ce pays à veiller « au strict respect de l'Etat de droit et au fonctionnement régulier des institutions ».**

source : [www.ouestaf.com](http://www.ouestaf.com) - 02 Juillet 2009

Le Niger vit depuis plusieurs semaines une situation très tendue causée par le souhait du président **Mamadou Tandja**, de faire adopter une nouvelle constitution pour rester au pouvoir au delà de son deuxième et dernier mandat (qui s'achève en décembre prochain) si l'on se réfère aux termes de l'actuelle constitution.

Fin juin, le président nigérien s'est arrogé des pouvoirs exceptionnels à la suite de la décision prise plusieurs jours auparavant par la Cour constitutionnelle invalidant son projet de référendum. Exprimant « sa très forte inquiétude au regard de l'évolution de la situation politique au Niger », **Abdou Diouf** souligne que la démarche suivie aux fins d'une révision de la Constitution par référendum, « a créé les conditions d'une crise avérée », indique un document de l'OIF transmis à Ouestafnews. M. Diouf, ancien Président du Sénégal, déplore d'autant plus cette situation qu'elle s'est produite « en dépit des mises en garde émises par un grand nombre d'acteurs, en particulier par la Cour constitutionnelle du Niger, au fonctionnement de laquelle il vient d'être gravement porté atteinte ».

L'OIF invite le Niger, un pays membre, aux respects des « engagements précis consignés dans la Déclaration de Bamako, à même de préserver les acquis démocratiques courageusement obtenus par le peuple nigérien ». Cette déclaration de Bamako, adoptée en novembre 2000 dans la capitale malienne, engage les pays membres de la francophonie aux respects des règles démocratiques et de bonne gouvernance. Cette déclaration, selon une copie consultée par Ouestafnews, affirme notamment que la « démocratie est incompatible avec toute modification substantielle du régime électoral introduite de façon arbitraire ou subreptice ».

Abdou Diouf « continuera à suivre attentivement cette situation préoccupante », selon le communiqué de l'OIF qui assure qu'elle sera examinée lors de la prochaine réunion du Conseil permanent de la Francophonie, prévue le 10 juillet à Paris. Le projet de référendum sur la modification de la Constitution envisagé par le président Mamadou Tandja à quelques mois de la fin de son deuxième et dernier mandat a plongé le Niger, dans une très profonde crise politico-institutionnelle. Le projet est dénoncé par une bonne partie de la classe politique, les ONG et les institutions internationales comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Le Niger, après une série de coups d'Etat et une période de forte instabilité politique, avait au milieu des années 90, pu se redresser grâce à un consensus auquel avait adhéré l'ensemble de la classe politique et qui était fondé sur une constitution adoptée en 1999 qui limitait la durée et le nombre de mandats présidentiels. La nouvelle situation de crise s'est récemment manifestée par la suspension d'une radio et d'une télévision accusée d'appeler à l'insurrection ainsi que par des interpellations d'activistes opposés au projet de référendum.

---

lire aussi sur [www.liberationafrique.org](http://www.liberationafrique.org) (5 juin 2009) : [La FIDH et l'ANDDH dénoncent les manipulations constitutionnelles du Président Tandja](#) et (3 juillet 2009) : [Déclaration de l'intersyndicale sur la situation sociopolitique du Niger](#)

et sur [www.afrik.com](http://www.afrik.com) (29 juin 2009) : [Niger : Mamadou Tandja se cramponne à la présidence - Le président nigérien maintient son projet de référendum](#), par Stéphanie Plasse

---